



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 14 juin 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Activité économique : les indicateurs conjoncturels indiquent la poursuite du ralentissement en mai, en raison d'un moindre effet de base, mais également d'une reprise plus faible que prévu

Immobilier : le marché reste dynamique

Banque et finance [\(ici\)](#)

Stabilité financière : la PBoC et la banque centrale de Turquie ont étendu leur accord de swap à 6 Mds USD (39 Mds RMB) selon le Président turc Erdogan

Stabilité financière : Huarong pourrait vendre plusieurs milliards de dollars d'actifs au titre d'un plan de restructuration initié dans le cadre du remboursement de sa dette obligataire

Systeme fiscal : la perception des recettes provenant de la cession des terrains sera transférée aux services des impôts

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Investissements: les IDE chinois en Europe au plus bas depuis 10 ans

Relations Chine – Etats-Unis/UE : l'entente sur une suspension des droits de douanes à la suite du litige Boeing/Airbus entre les Etats-Unis et l'UE à l'OMC, place l'industrie aéronautique chinoise en ligne de mire

Multilatéralisme : la Chine critique le lancement conjoint de l'UE et des Etats-Unis du Conseil du commerce et des technologies

Relations US – Chine : la commission fédérale des communications vote en faveur d'une proposition d'interdiction d'approbation des équipements de certaines sociétés chinoises

Importations agricoles : l'Argentine autorise partiellement la réouverture des exportations de bœuf

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : Didi Chuxing pourrait être visé par une enquête anti-monopole

E-commerce : fuite de données sur le site d'e-commerce Taobao (Alibaba)

Semi-conducteurs : la production est en hausse, les importations aussi

Economie numérique : Huawei investit 8 MEUR dans Qwant

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : deux nouveaux rapports montrent que la majorité des projets chinois de centrales à charbon à l'étranger ont été annulés ou suspendus ces dernières années

Climat : un expert chinois estime que la Chine ne serait pas le pays le plus touché par le projet de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, qui pourrait même constituer une opportunité commerciale pour la Chine

Transport : augmentation de l'offre de voyage pendant le weekend prolongé des « bateaux dragons », mais fréquentation en baisse par rapport à 2019

Aéronautique : Chine et Russie réaffirment leurs intentions communes pour le développement du gros porteur CR929

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : clôture du 13^{ème} forum de Lujiazui

Zhejiang : signature d'un accord de coopération entre la province et le groupe Norinco

Guangdong : la résurgence épidémique dans le Guangdong provoque une envolée des prix du fret maritime

Hainan : la Chine adopte la loi encadrant la construction du port franc de Hainan

Sichuan-Yunnan : mise en opération du quatrième plus grand barrage hydroélectrique chinois

Chengdu-Chongqing : Dynamique démographique notable des villes de l'Ouest sur la dernière décennie

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage diminue à 6%

Secteur de l'assurance : baisse des revenus de primes d'assurance au T1-2021 (-4,6% en g.a)

Fintech : la HKMA annonce le lancement du plan « Fintech 2025 »

Fintech : le bureau hongkongais des services financiers et du trésor a publié le 21 mai les conclusions de la consultation portant sur la mise en place d'un nouveau régime de licence pour les bourses d'actifs virtuels

Greater Bay Area : lancement de la plateforme « GoGBA » par le Hong Kong Trade Development Council (HKTDC)

Taiwan ([ici](#))

Commerce extérieur : hausse continue des exportations en mai

Réserves de change : la CBC a annoncé une progression au mois de mai

Commerce extérieur: reprise des négociations commerciales entre Taïwan et les Etats-Unis

Vélos électriques : les exportations dépassent celles des vélos classiques

Télétravail : Acer et Asustek principaux bénéficiaires du travail en ligne

Chine continentale

Conjoncture

Activité économique : les indicateurs conjoncturels indiquent la poursuite du ralentissement en mai, en raison d'un moindre effet de base, mais également d'une reprise plus faible que prévu

En mai, **la production industrielle** (en valeur ajoutée) augmente de +8,8% en g.a. (contre +9,8% en avril) et de +13,6% par rapport au mois d'avril 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +6,6% en moyenne sur deux ans (contre +6,8% en avril sur deux ans). S'agissant de la ventilation par secteur, la croissance de la production de l'exploitation minière se stabilise à +3,2% en g.a., avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +2,1% ; la production manufacturière croît de +9,0%, avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +7,1% ; la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau (qui croît de +11,0%) marquent également le pas avec une croissance annuelle moyenne sur deux ans de +7,2%. Le ralentissement de la croissance de la production industrielle s'explique partiellement par les perturbations portuaires dues au cluster de COVID-19 dans la province du Guangdong.

Les investissements bruts en capital fixe augmentent de +15,4% en g.a. sur les cinq premiers mois (contre +19,9% entre janvier et avril) et de +8,5% par rapport à la même période de 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +4,2% en moyenne sur la période (contre +3,9% entre janvier et mars sur deux ans). Dans le détail, entre janvier et mai, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +11,8%, +20,4% et +18,3% en g.a., et enregistrent respectivement des croissances moyennes de +2,6%, de +0,6% et de +8,6% sur la période (contre +2,4%, -0,4% et +8,4% entre janvier et avril sur deux ans). Sur les cinq premiers mois, les investissements privés (+18,1% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+11,8% en g.a.). Il est peu probable que la vigueur actuelle des dépenses d'investissement se poursuive durablement, compte tenu de la moindre impulsion de la politique monétaire et du ralentissement de la croissance du crédit.

En mai, **la croissance des ventes au détail** ralentit à +12,4% en g.a. (contre +17,7% en avril) et à +9,3% par rapport à la même période de 2019, soit une croissance annuelle de +4,5% en moyenne sur deux ans (contre +4,3% en avril sur deux ans). Ce fort ralentissement s'explique notamment par le fait que l'effet de base constaté au T1 s'estompe nettement à partir d'avril, compte tenu de l'incidence de l'assouplissement des mesures de confinement intervenues en avril 2020. Hors secteur automobile qui enregistre une croissance de +6,3% en mai (contre +18,3% en avril), les ventes au détail augmentent de +13,2% en mai (contre +17,9% en avril).

Le taux de chômage urbain continue de fléchir à 5,0% en mai, contre 5,1% en avril. Sur les cinq premiers mois, les nouveaux emplois créés ont atteint 5,74 M, l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des *Lianghui* au début mars étant de 11 M (contre 9 M fixé et 11,86 M atteint en 2020). *Nota Bene* : ce chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail (déterminant de l'évolution de la consommation des ménages), compte tenu des nombreux emplois détruits dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, variable d'ajustement du marché du travail, ainsi

que le détail de certains segments, comme celui des jeunes diplômés. En outre, la situation de l'emploi est confrontée à la pression de la croissance des nouveaux diplômés à l'été 2021 (9,09 M contre 8,74 M en 2020).

Immobilier : le marché reste dynamique

Sur les cinq premiers mois, les investissements immobiliers augmentent de +18,3% en g.a. et de +17,9% par rapport à la même période en 2019, en affichant ainsi une croissance moyenne de +8,6% sur deux ans (contre +8,4% entre janvier et avril sur deux ans). Entre janvier et mai, les ventes immobilières en termes de superficie vendue et de chiffre d'affaires augmentent respectivement de +36,3% et de +52,4% en g.a. et de +19,6% et de +36,2% par rapport à la même période en 2019, soit des taux de croissance annuels moyens de +9,3% sur deux ans (contre +9,3% entre janvier et avril) et +16,7% (contre +17% entre janvier et avril).

En mai, la hausse des prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) poursuit son inflexion mais demeure encore relativement élevée (à +10,8% en g.a. contre +11,3% en avril). Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, les prix des logements anciens augmentent respectivement de +3,5% et de +2,6% en mai contre +3,4% et +2,5% en avril. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en baisse (50 sur 70 en mai contre 54 en avril).

L'enthousiasme des acheteurs de logements a persisté malgré des mesures plus strictes imposées dans certaines grandes villes cette année, alors que le stock de logements disponibles continuait de baisser. Le stock immobilier a diminué dans plus de 70 % des villes, aggravant la pénurie d'offres. Le mois dernier, les décideurs politiques ont signalé qu'ils pourraient relancer les efforts visant à tester une taxe foncière nationale longtemps retardée, un signal plus fort de leur volonté de freiner les prix immobiliers. La CBIRC a également commencé à restreindre l'émission de titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels, une mesure qui pourrait freiner les nouveaux prêts immobiliers et ralentir la demande des acheteurs.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Stabilité financière : la PBoC et la banque centrale de Turquie ont étendu leur accord de swap à 6 Mds USD (39 Mds RMB) selon le Président turc Erdogan

Le 13 juin 2021, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé l'extension de l'accord de swap entre la banque centrale turque et la PBoC, qui sera porté à 6 Mds USD, soit 39 Mds RMB (contre 2,4 Mds USD auparavant). Cet accord permettra notamment, dans un contexte de forte diminution des réserves de change de la Turquie (de l'ordre de 130 Mds USD sur la période 2019-2020 afin de soutenir la livre turque, soulevant des inquiétudes sur une potentielle crise de la balance des paiements), de faciliter le service de la dette extérieure du pays ainsi que le commerce bilatéral, la Chine étant l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie.

Pour rappel, la PBoC et la banque centrale turque avaient établi leur premier accord de swap en 2012, pour un montant de 1,6 Md USD (10 Mds RMB). L'accord avait été porté à 12 Mds RMB en 2015, et renouvelé à des conditions identiques en 2019. En juin 2020, la banque centrale turque avait déclaré avoir eu recours pour la première fois aux facilités de financement en yuan prévues dans le cadre de l'accord de swap.

Les accords de swap, généralement conclus de manière bilatérale entre banques centrales en vue de procéder en tant que de besoin à des échanges de devises, fournissent une protection contre le risque de liquidité en devises étrangères, et permettent donc de préserver la stabilité financière en réduisant les tensions qui apparaissent sur les marchés et pèsent sur l'économie réelle. A ce jour, la Chine a établi des accords bilatéraux de swap avec une quarantaine de banques centrales.

Stabilité financière : Huarong pourrait vendre plusieurs milliards de dollars d'actifs au titre d'un plan de restructuration initié dans le cadre du remboursement de sa dette obligataire

Selon une enquête de Caixin, Huarong Asset Management Co. Ltd., l'une des quatre principales structures de défaillance nationales chinoises (*Asset Management Companies*), tenterait de lever des fonds en vendant ses participations dans sept unités d'entreprises, dans le cadre d'une restructuration visant à honorer le remboursement de milliards de yuans d'obligations. En effet, depuis fin mars, les incertitudes des investisseurs se sont multipliées, l'entreprise ayant fait part de son incapacité à publier ses résultats pour l'année 2020 à la fin avril, dans un contexte où ceux-ci, attendus fin mars, avaient déjà fait l'objet d'un report. Bloomberg estime que le groupe Huarong et ses filiales présentent un encours de dette de plus de 20 Mds USD sur leurs obligations *offshore*.

Les entreprises concernées par le plan de liquidation, qui cumulent au total 700 Mds RMB d'actifs (109 Mds USD), incluent cinq filiales financières à savoir Huarong Securities Co. Ltd., Huarong International Trust Co. Ltd., Huarong Xiangjiang Bank Corp. Ltd., Huarong Consumer Finance Co. Ltd. et China Huarong Financial Leasing Co. Ltd. Les deux autres entités considérées, présentant des situations financières défavorables, sont Huarong Jinshang Asset Management Co. Ltd., une société régionale de gestion d'actifs basée dans le Shanxi, et Huarong Zhong Guancun Distressed Assets Exchange Center Co. Ltd., une société de négoce d'actifs non performants dont la gestion est susceptible de revenir prochainement à la *China Central Depository and Clearing Co. Ltd.* Huarong pourrait ainsi

liquider jusqu'à 1000 Mds RMB d'actifs, marquant une première étape dans le processus de réduction des risques financiers accumulés au cours d'années de mauvaise gestion.

Pour rappel, les régulateurs ont depuis 2018 renforcé la surveillance sur les activités des quatre grandes structures de défaillance nationales, les encourageant à « revenir à leur activité principale de cession d'actifs financiers en difficulté ». Ces *Asset Management Companies* ont été établies en 1999 afin d'assainir les bilans des grandes banques commerciales à hauteur de milliards de yuans de créances douteuses. Cependant, elles ont progressivement étendu leurs activités au-delà de la seule gestion des créances douteuses des institutions financières, notamment aux opérations de crédit-bail, au capital-investissement et aux prêts bancaires. Huarong a ainsi développé des filiales dans la banque, le courtage et la gestion de fonds. En janvier 2021, la succursale pékinoise de la CSRC avait déjà sommé Huarong Securities Co. Ltd. de procéder à un plan de liquidation de ses actifs risqués au plus vite. A cette date, les sources proches du dossier estimaient que Huarong Securities représentait près de 90 % du total des actifs risqués devant être cédés par le groupe Huarong.

Systeme fiscal : la perception des recettes provenant de la cession des terrains sera transférée aux services des impôts

Selon une circulaire publiée conjointement le 4 juin par le Ministère des finances, le Ministère des ressources naturelles, l'Administration fiscale de l'Etat et la Banque populaire de Chine, la perception de quatre recettes publiques non fiscales, provenant de la cession des droits d'utilisation des terres appartenant à l'Etat, de la compensation pour l'utilisation des ressources minérales, des frais d'utilisation des zones maritimes et des îles non-résidentes, sera entièrement transférée aux services des impôts à partir du 1^{er} janvier 2022. Le transfert commencera à partir du 1^{er} juillet 2021 dans certaines provinces ou villes pilotes telles que le Hebei, la Mongolie intérieure, Shanghai, le Zhejiang, l'Anhui et le Yunnan.

De nombreux médias ont interprété cette décision comme étant inspirée par la volonté de mettre un terme à une politique fiscale étroitement dépendante de la collecte des revenus fonciers. La vérité apparaît toutefois différente à ce stade. Le transfert de la perception des recettes foncières aux services des impôts a probablement résulté d'une dépendance accrue des budgets vis-à-vis des revenus fonciers, d'une volonté de rationaliser la collecte et également d'une amplification des dettes spéciales (garanties majoritairement par la valeur des terrains) pour deux raisons : tout d'abord, il s'agit d'un simple transfert de compétences et non d'une réallocation de fonds. Les revenus provenant des droits de cession des terrains rentreront toujours dans les caisses des gouvernements locaux. Deuxièmement, quand bien même le gouvernement central percevrait ces revenus, ils devraient être transférés tout de même aux gouvernements locaux, compte tenu du rôle primordial des recettes foncières.

En 2020, la diminution des recettes fiscales des gouvernements locaux, consécutive à l'incidence de l'épidémie, a rendu ces derniers encore plus dépendants des revenus provenant de la cession des terrains, qui ont enregistré un nouveau record de 8414,2 Mds RMB (1200 Mds USD) au niveau national, soit une augmentation de 15,9% en g.a. Parallèlement, les recettes du budget général des gouvernements locaux se sont établies à 10 012,4 Mds RMB, soit une baisse de 0,9%. Le ratio des revenus fonciers sur les recettes du budget général des gouvernements locaux s'est donc établi à environ 84%.

Pour mémoire, il existe deux types d'obligations émises par les gouvernements locaux : les "obligations générales" garanties et remboursées par les recettes fiscales et les "obligations spéciales" dont la bonne fin repose essentiellement sur des revenus garantis par la cession des terrains. Les fonds levés par l'émission d'obligations générales sont utilisés essentiellement pour les dépenses publiques générales telles que l'éducation et les soins médicaux, alors que les financements par obligations spéciales sont affectés à des projets bien définis tels que les infrastructures et la rénovation d'espaces urbains désaffectés. Les banques commerciales et institutions financières publiques, qui sont les principaux acheteurs des obligations émises par les gouvernements locaux, préfèrent les obligations spéciales, compte tenu des garanties associées aux terrains.

Jusqu'à présent, les services des finances publiques, qui s'endettent en émettant des obligations spéciales, ne contrôlaient pas la perception des recettes foncières, ce qui pouvait entraîner des décalages de flux et nuire au crédit des gouvernements locaux. Ces dernières années, les recettes foncières de certaines collectivités locales n'ont pas suffi à couvrir leurs dettes, aggravant ainsi les problèmes liés à l'endettement. Les revenus fonciers constituant l'essentiel des recettes d'un grand nombre de collectivités locales, les bureaux des impôts deviendraient dès lors de véritables centres de "finances foncières".

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Investissements: les IDE chinois en Europe au plus bas depuis 10 ans

Le *Mercator Institute for China Studies* (MERICS) et Rhodium Group ont conjointement [publié un rapport](#) sur les investissements directs étrangers (IDE) chinois vers l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni (RU).

- En 2020, les IDE chinois vers l'UE et le RU ont chuté de 44,4 % par rapport à 2019, à 6,5 Mds EUR, soit le plus bas niveau depuis 2010. Cette chute s'expliquerait par **(i)** l'incertitude résultant des conséquences de la pandémie ; **(ii)** les contrôles de sortie des capitaux chinois ; **(iii)** le renforcement des mécanismes européens de filtrage des investissements.
- Les investissements *greenfield*¹ ont grimpé à 1,3 Md EUR (contre 585 MEUR en 2019), le plus haut niveau depuis 2016 et ont représenté 20 % du total des investissements alors qu'ils représentaient 6,5 % en moyenne entre 2010 et 2019. Ces investissements ont principalement été effectués dans le domaine technologique (Huawei, Lenovo, Bytedance) et de la consommation grand public (Haier, Hisense).
- Les investissements des entreprises publiques (SOEs) ont été stables par rapport à 2019 (1,2 Md EUR, 18 % de part des investissements) mais ce chiffre reste très faible par rapport aux années précédentes. La part des investissements des SOEs constituait en moyenne 70 % du total des investissements entre 2010 et 2015.
- Au niveau sectoriel, la distribution des IDE est plus diversifiée qu'en 2019 en raison de la taille plus faible des investissements chinois. Les IDE sont restés concentrés sur les secteurs du transport et de la construction (1,6 Md EUR ; 25 % du total), des TIC (800 MEUR ; 18 %) et de l'électronique (800 MEUR ; 18 %).
- Concernant la répartition géographique, 52% (3,4 Mds EUR) du total des IDE ont été à destination de l'Allemagne (30 %), du Royaume-Uni (12 %) et de la France (10 %). L'Europe centrale² est devenue la deuxième destination des IDE chinois en Europe (1,5 Md EUR, 18 % du total), devant l'Europe du Nord³ (703 MEUR, 11 %).

Les Etats membres de l'UE surveillent de plus près les IDE entrants: 14 Etats membres de l'UE, dont l'Italie, la France, la Pologne et la Hongrie, ont mis à jour leurs mécanismes de contrôle des IDE en 2020. Plusieurs acquisitions importantes ont été bloquées conjointement par l'Italie et l'Allemagne, notamment dans les secteurs des semi-conducteurs, de l'automobile, et des communications satellites.

¹ Les IDE, tels que définis par Rhodium, sont constitués de fusions et acquisitions (M&A) et d'investissements *greenfield*.

² Comprend la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et la Croatie.

³ Comprend l'Estonie, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie et la Suède.

Relations Chine – Etats-Unis/UE : l’entente sur une suspension des droits de douanes à la suite du litige Boeing/Airbus entre les Etats-Unis et l’UE à l’OMC, place l’industrie aéronautique chinoise en ligne de mire

La Commission européenne et le Ministère du Commerce américain se [sont entendus](#) le 15 juin dernier pour mettre un terme au double contentieux opposant Boeing et Airbus, enclenché en 2004 au sein de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sur les subventions publiques versées à certains programmes aéronautiques. Ce litige avait connu [une escalade](#) en octobre 2019, après décision des Etats-Unis d’appliquer une hausse des tarifs douaniers sur les exportations de certains produits européens à destination des Etats-Unis, pour un montant jusqu’à 7,5 Mds USD, à laquelle l’UE [avait répondu](#) en novembre 2020 par des contre-mesures ciblant les importations de produits américains en Europe, à hauteur de 4 Mds USD. En mars 2021, UE et Etats-Unis s’étaient cependant mis d’accord pour une [suspension provisoire de ces surtaxes](#) mutuelles pendant cinq mois, afin de négocier une sortie du litige. Avant la fin de cette échéance, les deux parties sont donc convenues de geler ces mesures réciproques pour une durée de cinq ans, en instituant un dialogue politique et technique pour résoudre le différend sur le fond, qui permettra d’assurer un financement public de la R&D et de la production de nouveaux programmes aéronautiques, sans porter préjudice à l’exercice de la concurrence entre avionneurs européens et américains.

Cependant, dans cette démarche, l’UE et les Etats-Unis s’engagent également à travailler de concert pour limiter les effets sur leur industrie mutuelle des avions civils des pratiques commerciales de pays tiers ne respectant pas les règles de l’économie de marché. En effet, le [mémoire d’entente](#) du 15 juin inclut ainsi une annexe portant sur une coopération étendue face aux défis posés par les pratiques non-concurrentielles posés à l’industrie aéronautique américaine et européenne par les *Non-Market Economies (NME)*. Si l’accord et [le communiqué](#) de la Commission européenne ne mentionnent pas explicitement la Chine, celui de la Maison Blanche est [sans équivoque](#). A la presse, Mme Katherine Tai, représentante au Commerce des Etats-Unis, [a notamment déclaré](#) que les États-Unis et l’Union européenne travailleraient ensemble « *pour contester et contrer les pratiques non concurrentielles de la Chine dans ce secteur [l’aéronautique], de manière à refléter spécifiquement nos standards pour une concurrence loyale* ».

Si l’ensemble de la chaîne de valeur de l’industrie aéronautique chinoise (grands constructeurs, fournisseurs mais aussi grandes compagnies aériennes publiques) semble visé par cet arrangement américano-européen, c’est sans doute les enjeux posés par les programmes aéronautiques de COMAC qui apparaissent évidemment au premier plan. Selon [une récente évaluation](#) du *Center for Strategic & International Studies* l’avionneur chinois aurait bénéficié entre 2008 et 2020 de l’ordre de 72 Mds USD de subventions publiques directes, sommes principalement consacrées au développement de son appareil monocouloir C919, conçu pour concurrencer les modèles de la famille A320 d’Airbus et 737 de Boeing. Ce centre de réflexion américain indique ne pas inclure dans ses calculs d’autres aides publiques indirectes ou locales, comme des mesures de réductions ou exemptions fiscales (notamment dans des parcs technologiques aéronautiques), ou les contrats aéronautiques « garantis » à l’avionneur par l’Etat chinois, exigeant des compagnies aériennes (également publiques) d’acquiescer les produits COMAC au détriment des règles de la loi du marché. Le C919 fait l’objet d’une intense campagne de certification avec l’Administration de l’Aviation Civile de Chine (CAAC), avec l’objectif d’une finalisation cette année, le groupe chinois China Eastern figurant comme client de lancement, avec une commande ferme de 5 appareils annoncée en mars dernier (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 1^{er} mars](#)).

M. ZHAO Lijian, porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, [a répondu](#) aux allégations indirectes du communiqué américano-européen que "la Chine n'acceptera pas ces accusations de pratiques non-concurrentielles, qui sont sans fondement". Des experts chinois estiment de leur côté que la nature même de l'industrie aéronautique implique un fort soutien public, ajoutant qu'Airbus comme Boeing ont bénéficié par le passé de telles subsides pour le développement de programmes aéronautiques, comme l'illustre abondamment cette longue querelle réciproque à l'OMC.

Multilatéralisme : la Chine critique le lancement conjoint de l'UE et des Etats-Unis du Conseil du commerce et des technologies

Ursula von der Leyen et Joe Biden ont annoncé le lancement du Conseil du commerce et des technologies (CCT) en marge du sommet UE – Etats-Unis qui s'est tenu le 15 juin à Bruxelles, suscitant des réactions de la part de la Chine. Co-présidé par Margrethe Vestager, Valdis Dombrovskis, Antony Blinken, Gina Raimondo et Katherine Tai, le CCT vise à coordonner l'approche des deux blocs concernant les principales questions globales en matière de commerce, d'économie et de technologie, « dans le but de promouvoir un modèle démocratique de gouvernance numérique ». Le CCT « donne également des outils pour faire face à des menaces comme la concurrence déloyale et l'utilisation abusive des nouvelles technologies », d'après Valdis Dombrovskis.

Selon le [communiqué européen](#), le CCT se concentrera sur la suppression des barrières commerciales, la coordination des normes relatives aux nouvelles technologies, les chaînes d'approvisionnement technologiques – en particulier de semi-conducteurs- et la promotion de l'innovation conjointe dans les technologies clés. L'idée du CCT a été initiée le 2 décembre 2020 lors du « [nouveau calendrier UE – Etats-Unis pour un changement global](#) ».

La mission diplomatique de la Chine auprès de l'Union européenne a publié le 16 juin un [communiqué](#) dans lequel elle affirme ne pas être « intimidé » par le sommet UE – Etats-Unis, qu'elle considère être allé bien au-delà de la « norme de développement des relations bilatérales » et qu'elle accuse être « empreint d'une mentalité de guerre froide dépassée ».

Relations US – Chine : La commission fédérale des communications vote en faveur d'une proposition d'interdiction d'approbation des équipements de certaines sociétés chinoises

La Commission fédérale des communications (FCC) des Etats-Unis a voté le 17 juin à l'unanimité en faveur d'un projet visant à interdire l'approbation d'équipements destinés aux réseaux de télécommunications américains provenant de sociétés chinoises considérées comme des menaces pour la sécurité nationale : Huawei, ZTE, Hikvision, Dahua et Hyteria. La FCC pourrait également révoquer les autorisations d'équipement antérieures délivrées à ces cinq entreprises.

Ces entreprises, visées par le *National Defense Authorization Act* 2019, ne pouvait plus participer aux marchés publics des administrations américaines depuis le 13 août 2020 ([voir brèves de la semaine du 5 août 2019](#)) mais pouvait toujours opérer sur le sol américain en obtenant des autorisations de la FCC.

En décembre, la FCC a finalisé des règles exigeant des opérateurs disposant d'équipements ZTE ou Huawei qu'ils "remplacent" ces équipements. Elle a créé un programme de remboursement (1,9 Md USD) pour cet effort, approuvé par le Congrès.

Importations agricoles : l'Argentine autorise partiellement la réouverture des exportations de bœuf

Les conditionneurs de viande argentins ont conclu un accord préliminaire avec le gouvernement argentin qui leur permettra de rouvrir partiellement les exportations de bœuf après une suspension d'un mois visant à réduire l'inflation des prix alimentaires nationaux. L'argentine a exporté 63 % du total de ses exportations de bœuf vers la Chine en 2020 et est son deuxième fournisseur après le Brésil (2,1 Mds USD en 2020).

L'Argentine a interrompu ses exportations pendant un mois à la mi-mai pour essayer de stopper l'inflation galopante des prix de la viande (+46 % de mai 2020 à 2021). Les conditionneurs de viande ont négocié la levée de ces restrictions, craignant qu'elles ne soient prolongées. Les usines de transformation de viande pourront exporter 50 % de leur volume habituel en juin et juillet, et jusqu'à 100 % pour les quotas vers l'UE et les Etats-Unis.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Economie numérique : Didi Chuxing pourrait être visé par une enquête anti-monopole

Selon *Reuters*, l'administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) aurait [lancé](#) une enquête anti-monopole à l'encontre de Didi Chuxing (plateforme de VTC). Des agents de la SAMR, de l'administration fiscale de l'Etat et l'administration de Cyberspace (CAC) se seraient en effet récemment [rendus](#) au siège du groupe.

Cette enquête interviendrait alors que Didi Chuxing prépare son introduction en bourse, qui pourrait porter la valeur de l'entreprise à plus de [70 Mds USD](#) selon les estimations. Créé en 2012, Didi Chuxing contrôle environ 90 % du marché chinois des VTC, notamment depuis son acquisition d'Uber China en 2016, tandis son chiffre d'affaires s'élevait en 2020 à 21,6 Mds USD. Selon *Reuters*, la SAMR pourrait notamment examiner la transparence du mécanisme de fixation des prix utilisé par la plateforme. Lors de sa demande d'introduction en bourse, Didi Chuxing avait néanmoins indiqué avoir [réalisé son auto-inspection](#), et confirmé la tenue d'inspections sur site par les autorités de régulation.

Cette éventuelle enquête s'inscrit dans un contexte de volonté de régulation des plateformes de l'économie numérique ; plusieurs entreprises ont ainsi été visées par des enquêtes, voire pour certaines sanctionnées pour pratiques monopolistiques. En avril, Alibaba avait par exemple écopé d'une amende de 2,8 Mds USD, tandis que Tencent ferait face à une amende d'1,5 Md USD. Cette semaine, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a également demandé aux plateformes d'e-commerce de [modérer leurs messages promotionnels](#) en vue du « 618 », festival de shopping ayant lieu le 18 juin. Dans le domaine des VTC, dix entreprises dont Didi Chuxing avaient été convoquées en mai dernier par plusieurs autorités dont la SAMR, qui leur avait intimé de mener des « auto-inspections », puis d'identifier et corriger leurs éventuels comportements monopolistiques (voir [brèves du SER de Pékin du 17 mai 2021](#)). Cette convocation faisait suite à l'octroi d'[amendes](#) à huit entreprises du numérique (dont, à nouveau, Didi Chuxing) s'élevant à 77 226 USD (le montant des amendes en cas de comportement monopolistique pourrait s'élever à 10% du CA de l'année précédente d'après les projets d'amendements à la loi anti-monopole de novembre dernier).

Cette mise au pas des géants de l'économie numérique (e-commerce, VTC...) et la lutte contre les monopoles témoignent de la volonté de reprise en main de l'économie numérique par les autorités en vue de promouvoir le « développement sain de l'économie de plateforme », régulièrement mentionné par les autorités de régulation [mais aussi](#) par Xi Jinping.

E-commerce : fuite de données sur le site d'e-commerce Taobao (Alibaba)

Selon le verdict d'une Cour de la province du Henan rendu public cette semaine, plus d'[1,2 M](#) d'informations personnelles d'utilisateurs de Taobao (plateforme d'e-commerce détenue par Alibaba) [ont fuité](#) à la suite d'une cyberattaque. Ses responsables ont été condamnés à trois ans de prison.

Débutée en novembre 2019, l'opération [aurait permis de collecter](#) les identifiants, numéros de téléphones et commentaires clients des utilisateurs, sans toutefois obtenir d'informations cryptées comme les mots de passe.

Aucune donnée client n'aurait été revendue à un tiers selon Alibaba. La plateforme compterait chaque mois environ 925 M d'utilisateurs selon les données d'Alibaba.

Semi-conducteurs : la production est en hausse, les importations aussi

Selon les [chiffres](#) du Bureau national des statistiques (BNS), la production de semi-conducteurs en mai s'est élevée à [29,9 Mds](#) d'unités (+37,6 % en g.a.), soit davantage qu'en avril (28,7 Mds d'unités) et mars (29,1 Mds). Durant les cinq premiers mois de 2021, le nombre d'entreprises de semi-conducteurs nouvellement enregistrées a par ailleurs triplé par rapport à la même période en 2020, s'élevant désormais à 15 700 entreprises.

Ces chiffres en hausse montrent à nouveau toute l'importance accordée aux circuits intégrés, identifiés comme l'un des sept secteurs scientifiques et technologiques d'avant-garde dans le 14^{ème} plan quinquennal, et pour lesquels la Chine demeure très dépendante des leaders mondiaux. Ainsi si la production de circuits intégrés a augmenté, c'est également le cas des importations, qui ont [crû de 30%](#) durant les cinq premiers mois de 2021 (en g.a.), s'élevant à 260,35 Mds d'unités – soit près du double de la production nationale sur la même période. De la même manière, si le nombre d'entreprises de semi-conducteurs enregistrées a augmenté, leur productivité reste à démontrer. En octobre dernier, la commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC) avait par exemple [reconnu](#) la fragmentation et l'inefficacité de l'industrie nationale en la matière, sa porte-parole ayant souligné que certaines entreprises s'étaient « aveuglément » investies dans des projets, résultant en un « chaos » et gaspillage de ressources ([voir brèves du SER de Pékin du 19 octobre 2020](#)).

Economie numérique : Huawei investit 8 M EUR dans Qwant

Qwant, moteur de recherche français fondé en 2013, a confirmé un [investissement de 8 M EUR](#) de la part de Huawei. L'opération sera effectuée à travers 8 M EUR d'obligations convertibles émises par Qwant. Il s'agirait ainsi, selon le porte-parole du moteur de recherche, d'un investissement obligataire et non d'une entrée dans le capital de Qwant.

Cette proposition de financement par Huawei avait été faite en mai dernier. En mars 2020, les deux entreprises s'étaient déjà accordées afin de permettre au moteur de recherche d'être présent sur les appareils de Huawei. Qwant est par exemple installé par défaut sur les terminaux mobiles P40 de Huawei – qui avait perdu sa licence Android, Google et autres moteurs de recherche américains à la suite de son inscription sur liste noire du département américain du Trésor. Si Huawei n'entre effectivement pas au capital de Qwant, l'entreprise de télécommunications [aurait néanmoins la possibilité](#), sous plusieurs conditions, de convertir ses obligations sous deux ans afin de devenir actionnaire minoritaire de Qwant (de l'ordre de 5 % à 7,5 % du capital) selon *Politico*.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : deux nouveaux rapports montrent que la majorité des projets chinois de centrales à charbon à l'étranger ont été annulés ou suspendus ces dernières années

Deux rapports parus cette semaine s'intéressent à l'évolution récente des investissements chinois dans des centrales à charbon à l'étranger.

Le premier, publié par l'ONG chinoise [IIGF](#) (International Institute of Green Finance), s'intéresse aux centrales financées dans le cadre de l'initiative chinoise « Belt and Road » (BRI) et montre que [plus de la moitié](#) de ces projets ont été suspendus ou annulés au cours des 6 dernières années. Plus précisément, sur les 52 projets issus de financements chinois annoncés entre mi-2014 et la fin 2020, 8 ont été annulés, 25 mis en veille et un seul – la centrale au charbon de 1,3 GW de Kalapara au Bangladesh- est déjà entré en opération.

Le second rapport, rédigé par le [CREA](#) (Centre for Research on Energy and Clean Air) basé à Helsinki, explique que depuis 2017, les capacités charbonnières dont la construction a été annulée ou mise en veille représentent 4,5 fois celles mises en route. En outre, les 10 premières banques impliquées dans le financement mondial du charbon sont toutes chinoises, et 12% de de l'ensemble des centrales à charbon opérant hors de Chine seraient liées à des entreprises ou institutions financières chinoises.

Selon ces deux rapports, plusieurs facteurs expliquent cette tendance au retrait des investissements chinois de ces projets charbonniers à l'étranger. Ceux-ci sont en effet de moins en moins compétitifs face aux nouvelles centrales à énergies renouvelables, avec des risques financiers accrus liés à la tarification du carbone et à la volatilité du prix du charbon, mieux anticipés par les institutions financières. En outre, des cas d'opposition publique et de surcapacités dans les pays en voie de développement récipiendaires d'investissements chinois ont poussé ceux-ci à reconsidérer leur position sur les nouveaux projets au charbon (Bangladesh, Pakistan...). Pour rappel, les deux autres principaux pays financeurs de charbon à l'étranger, la Corée du Sud et le Japon, ont récemment pris des engagements d'arrêt de ces financements : la Corée lors du sommet sur le climat du 22 avril et le Japon dans le cadre du G7. La Chine n'a à ce jour pas pris d'engagement similaire.

Climat : un expert chinois estime que la Chine ne serait pas le pays le plus touché par le projet de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, qui pourrait même constituer une opportunité commerciale pour la Chine

Le 3 juin 2021, un [projet informel](#) de proposition de règlement de la Commission européenne concernant l'établissement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) a fait l'objet de fuites dans la presse. Bien qu'elle soit encore à l'état de projet, ce premier document donne un aperçu des plans de la Commission avant la publication officielle prévue le 14 juillet 2021. Selon cette fuite, le MACF concernerait les domaines du ciment, de l'électricité, des engrais, de l'acier et de l'aluminium et exclurait donc les domaines du pétrole raffiné, du papier, du verre et des produits chimiques. Son champ d'application serait donc plus restreint que celui du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne.

En se fondant sur ces domaines d'application, WU Bixuan, associé principal du cabinet d'avocats Hiways et partenaire en conseil juridique auprès du ministère du Commerce (MofCOM) en matière de recours commerciaux,

estime que la Chine ne serait pas le pays le plus touché par le mécanisme. En effet, bien qu'elle soit le premier partenaire commercial de l'UE, la Russie, le Royaume-Uni et la Turquie l'ont dépassé l'an dernier en termes de valeur d'exportations sur les produits concernés par le projet de MACF.

Selon les [analyses](#) de l'expert chinois, l'impact du MACF sur les exportations chinoises se concentrerait sur les deux secteurs de l'acier et de l'aluminium (qui représentent à eux deux plus de 99 % de la valeur totale des exportations vers l'UE pour les champs concernés par le MACF). Il considère que le MACF pourrait même constituer une opportunité pour la Chine, qui pourrait supplanter la part de marché de la Russie et de la Turquie si elle parvient à devancer ces derniers en matière de réduction des émissions de carbone dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium.

Transport : augmentation de l'offre de voyage pendant le weekend prolongé des « bateaux dragons », mais fréquentation en baisse par rapport à 2019

Le ministère chinois des Transports [a publié](#) des statistiques sur le trafic de passagers pendant les trois jours de congé nationaux de la fête des bateaux-dragons (12-14 juin) : 124 millions de voyageurs ont été comptabilisés pour la totalité des modes de transports ferroviaire, routier, aérien et par voie d'eau, soit +52,5% par rapport à la même période en 2020 (avec un effet de base important du fait de la crise épidémique), mais -18,8 % par rapport à la fréquentation constatée en 2019. Les voyageurs ont emprunté la route à 70%, le train à 26%, l'avion à 3% et le bateau à 1%.

Plus spécifiquement, on note une surcapacité de l'offre de transport aérien en 2021, avec 45 700 vols pendant ces trois jours (+35% par rapport à la même période en 2019), mais qui n'ont correspondu au total qu'à une demande de 3,71 millions de passagers (en recul de [-23% par rapport à 2019](#), où les autorités dénombraient alors 4,82 millions de passagers). L'aéroport de Shanghai Pudong a connu la fréquentation la plus importante cette année, tandis que celle de Canton Baiyun, avec moins de 300 vols quotidiens programmés, a été fortement ralentie du fait de la résurgence de l'épidémie de COVID-19 fin mai 2021 dans la province du Guangdong et des mesures de restrictions sanitaires et de circulation afférentes, imposées par les autorités.

Aéronautique : Chine et Russie réaffirment leurs intentions communes pour le développement du gros porteur CR929

Fin 2020, des dissensions ont semblé troubler les relations entre la Russie et la Chine sur la poursuite du programme d'avion gros-porteur CR929 de China-Russia Commercial Aircraft International Corporation (CRAIC, coentreprise 50/50 entre COMAC et le groupe russe United Aircraft Corporation). Notamment, les propos rapportés au ministre russe de l'Industrie craignant des [transferts de technologie](#) trop importants depuis la Russie (sans véritable contrepartie commerciale pour l'accès au marché chinois) ainsi que la critique de la part d'experts chinois du [design](#) russe du projet, jugé obsolète, dérivé du Iliouchine IL-86, dont la production s'est terminée dans les années 1990. Cependant, COMAC et l'Ambassade de Chine en Russie ont récemment confirmé que le

programme CR929 était « sur les rails », avec une [répartition des rôles](#) pour la spécification et la fourniture d'un certain nombre d'équipements, entre les filiales ou coentreprises sous l'ombrelle d'AVIC (carénage aérodynamique, ailes de queue verticales et horizontales, avionique) et les entreprises russes (fuselage, ailes, commandes de vol). En mars, l'Institut Central d'aéro-hydrodynamique de Moscou (TsAGI) avait informé avoir complété une série de [tests en soufflerie](#) simulant l'aérodynamisme des ailes du CR929 en situation de vol.

Pour mémoire, COMAC avait annoncé ce projet de gros-porteur dès 2011, mais le principe d'une co-entreprise avec UAC n'a été acté qu'en juin 2016 par la signature d'un accord intergouvernemental entre la Russie et la Chine, et une première maquette en grandeur nature du CR929 a été présentée lors du [12^{ème} salon aéronautique et de l'espace de Zhuhai](#) en novembre 2018. Conçu pour concurrencer le duopole du marché des gros porteurs de Boeing et Airbus, le programme CR929 inclurait [trois modèles](#) : une version de base désignée CR929-600 d'une capacité de 280 passagers (avec un rayon d'action de 12 000 km) ; une version « junior » CR929-500 pour 250 passagers (14 000 km) ; et une version plus grande, le « senior » CR929-700 pour 320 passagers (10 000 km). Le consortium sino-russe s'est engagé sur un [calendrier volontariste](#) prévoyant un vol inaugural en 2023, un début de production en masse autour de 2026, sachant que par ailleurs COMAC s'est fixé un [début de construction](#) dès cette année 2021, matérialisant l'un des objectifs du constructeur chinois pour le centenaire de la fondation du Parti Communiste Chinois (voire Brèves du SER de Pékin, [semaine du 19 avril](#)). Plusieurs fois reportée, l'annonce de la sélection de fournisseurs étrangers, parmi lesquels de nombreuses entreprises françaises et européennes concurrentes sont candidates sur plusieurs composants clefs (système propulsif et nacelle, freins et train d'atterrissage, système de distribution électrique, etc.), est attendue pour novembre 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : clôture du 13e forum de Lujiazui

Lancé en 2008, le forum économique de Lujiazui est co-organisé par la municipalité de Shanghai, la Banque populaire de Chine (PBoC), la Commission de régulation bancaire et de l'assurance (CBIRC) et la Commission de régulation des marchés financiers (CSRC). Constituant l'un des trois grands rendez-vous financiers de Chine, il donne l'opportunité à des représentants chinois et étrangers de dialoguer sur des sujets internationaux. Avec pour thème la réforme financière et l'ouverture de la Chine, le forum a été ouvert par le gouverneur de la banque populaire de Chine, Yi Gang, le maire de Shanghai, GONG Zheng, et GUO Shuqing, président de la Commission de régulation bancaire (CBIRC). Le ministre Bruno le Maire a souligné dans une intervention préenregistrée les progrès de l'ouverture des marchés financiers chinois aux investissements étrangers et a encouragé à poursuivre la levée des barrières afin de soutenir l'internalisation du yuan. Le forum a été principalement consacré au rôle de la finance dans l'atteinte du pic des émissions carbone et de la neutralité carbone, à l'internationalisation du yuan chinois et à la transformation digitale.

Source : Sina.com

Zhejiang : signature d'un accord de coopération entre la province et le groupe Norinco

Le 16 juin, le secrétaire du Parti du Zhejiang, Yuan Jiajun, et le président du groupe Norinco (*China North Industries Group Corporation Limited*) ont signé un accord de coopération stratégique dans les domaines du système de navigation par satellite Beidou, des explosifs civils et de l'information optoélectronique. Le groupe Norinco est une entreprise publique du secteur de la défense qui fabrique une large gamme de produits civils et militaires.

Source : Zhejiang News

Guangdong : la résurgence épidémique dans le Guangdong provoque une envolée des prix du fret maritime

Suite à la résurgence locale de l'épidémie de Covid19, les ports de la province du Guangdong font face à un engorgement sans précédent qui déstabilise un peu plus le transport maritime mondial. Le fonctionnement des ports de Shenzhen et Canton, respectivement 3^{ème} et 5^{ème} du monde pour le transport de conteneurs, est ralenti par les mesures de contrôles instaurées par les autorités en réaction à la découverte de nouveaux cas de Covid19. Les retards de livraisons et de chargement s'accumulent et provoquent une envolée des prix du conteneur, qui se situaient déjà à des niveaux historiquement élevés. Les perturbations devraient se répandre à l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales tout au long du mois de juin, avec une incidence plus prononcée pour les échanges entre la Chine et les Etats-Unis, malgré les tentatives de redirection du fret maritime vers les ports des provinces voisines.

Hainan : la Chine adopte la loi encadrant la construction du port franc de Hainan

La Chine a adopté jeudi 10 juin la loi sur le port franc de Hainan (FTP), visant à transposer au niveau législatif national les contours institutionnels encadrant la construction du FTP. La loi intervient un peu plus d'un an après la publication officielle du plan de port franc par le Gouvernement central, qui projette de transformer Hainan en

port de libre-échanges de rayonnement mondial d'ici 2050. Conformément au plan, la loi étend la construction du port franc à l'intégralité de l'île et prévoit l'introduction étape par étape de politiques en faveur de la libéralisation du commerce, de l'investissement et des flux transfrontaliers de personnes, de capitaux et de données. Afin de préserver le capital écologique de l'île, la loi fait primer la protection de l'environnement sur le développement économique en introduisant un système de véto sur les projets à impact environnemental. Toujours d'après la loi, Hainan bénéficiera d'une plus grande autonomie législative et de réforme lui permettant d'adopter des mesures réglementaires inédites en accord avec les circonstances spécifiques et les besoins réels du port franc. Le Gouvernement de Hainan prévoit notamment de faire évoluer la législation locale encadrant les faillites, les dissolutions d'entreprises et le droit de la concurrence.

Sichuan-Yunnan : mise en opération du quatrième plus grand barrage hydroélectrique chinois

La seconde unité de la centrale hydroélectrique de Wudongde, située sur le Jinsha, affluent du fleuve Yangtze séparant le Sichuan du Yunnan, a été mise en opération le mercredi 16 juin, selon l'annonce de la *China Three Gorges Corporation*.

La première tranche du projet avait été mise en eau en juin 2020 et a délivré 24 Md kWh depuis lors. La centrale complète fournira 39 Md kWh au réseau électrique chinois chaque année, pour une capacité installée de 10,2 GW. Cette production permet l'économie de 30,5 millions de tonnes d'émission de CO2 chaque année.

Cette centrale hydroélectrique sera la 4ème plus puissante de Chine et la 7ème au monde. Sa mise en eau complète précède celle de la première phase du barrage de Baihetan (Cf [Brèves hebdomadaires du 31 mai 2021](#)), toujours sur la rivière Jinsha. Une fois ce dernier barrage et celui de Wudongde pleinement opérationnels, ils s'ajouteront aux deux barrages préexistants sur la partie inférieure de la rivière Jinsha (inaugurés en 2014), constituant un système à la capacité installée combinée de 46,46 GW, soit deux fois celle du barrage des Trois gorges. Ce système a été planifié pour fournir une énergie propre aux régions très peuplées et industrialisées de l'Est et du Sud.

Source : [China Daily](#)

Chengdu-Chongqing : dynamique démographique notable des villes de l'Ouest sur la dernière décennie

Selon le classement établi par le média financier Yicai des *15 new tier one cities* du pays, Chongqing et Chengdu sont les deux seules à passer le seuil des 20 millions d'habitants (32,05 et 20,94 millions respectivement), la seconde venant de passer ce cap selon les résultats du dernier recensement national. La troisième position est occupée par Tianjin (13,87 millions).

Chengdu a enregistré en valeur absolue le plus fort accroissement de sa population sur dix ans, avec une hausse de 5,82 millions d'habitants. Son attractivité à l'échelle provinciale est illustrée par le fait qu'elle abrite désormais 25,02 % de la population du Sichuan, contre 18,8 % dix ans plus tôt.

En termes relatifs, Chengdu est en revanche dépassée par la troisième ville de l'Ouest, Xi'An, qui a vu sa population bondir de 52,97 % en 10 ans, seule augmentation supérieure à 50 % parmi les 15 villes considérées.

Source : [China Daily](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage diminué à 6%

Les données de l'emploi publiées par le département des statistiques et du recensement hongkongais (CS&D) le 17 juin 2021 font état d'une nouvelle baisse du chômage, atteignant 6% sur la période mars - mai (contre un consensus Bloomberg à 6,2%), ce qui représente une contraction de 0,40 points par rapport au trimestre glissant précédent. Ces chiffres confirment la baisse des précédentes périodes janvier - mars (-0,40 points) puis février - avril (-0,60 points). Le taux de sous-emploi est lui aussi en baisse à 2,8% contre 3,3% au cours du trimestre glissant précédent.

L'amélioration concerne tous les secteurs : -0,60 points pour le taux de chômage dans le secteur de la construction à 10,3%, -0,30 points pour celui de l'import/export (5,6%), -0,50 points pour le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration (9,4%), -0,40 points pour le secteur des transports (6,3%), -0,20 points pour la finance, l'immobilier et l'assurance (4,5%) et enfin -0,10 points pour l'industrie (6,4%).

Secteur de l'assurance : baisse des revenus de primes d'assurance au T1-2021 (-4,6% en g.a)

Les primes collectées au cours du 1^{er} trimestre 2021 ont connu une baisse de 4,6% d'après les chiffres publiés par l'autorité de l'assurance (IA), en particulier en raison d'une baisse de 98% des nouveaux contrats souscrits par les assurés en provenance de Chine continentale du fait des restrictions de déplacement.

Fintech : la HKMA annonce le lancement du plan « Fintech 2025 »

A l'occasion du séminaire sur la fintech organisé par la *Hong Kong Association of Banks* le 8 juin, le directeur exécutif de la HKMA Eddie Yue a dévoilé la stratégie « Fintech 2025 ». Celle-ci s'articule autour de 5 axes.

1) La HKMA soutiendra l'adoption d'innovations issues de la « fintech » par les banques hongkongaises (soit l'intégration des nouvelles technologies dans un souci d'amélioration du service offert aux clients et d'efficacité opérationnelle accrue). L'autorité monétaire va pour cela soutenir les banques dans la digitalisation de l'ensemble de leurs opérations, du *front* au *back-office*. Ce soutien passera notamment par le déploiement d'un programme d'évaluation technologique « *tech baseline assesment* », identifiant les éventuels points de faiblesse concernant l'adoption des fintechs par les banques et offrant, le cas échéant un soutien direct.

2) Les recherches en cours concernant le déploiement d'une monnaie de banque centrale digitale (CBDC) à Hong Kong seront accélérées et élargies. La HKMA continuera ainsi à collaborer avec la PBoC afin de tester l'usage du e-RMB à Hong Kong et a par ailleurs lancé une étude de faisabilité concernant le déploiement d'un e-HKD destiné aux paiements du quotidien. Les premiers résultats de cette étude de faisabilité devraient être rendus publics d'ici un an.

3) La HKMA jouera un rôle proactif dans l'amélioration des infrastructures *data*, visant notamment l'échange de données commerciales et la création d'une identité numérique des entreprises. L'autorité monétaire a déjà lancé le développement d'une plateforme de partage des données de crédit (sur la base du volontariat pour les

entreprises présentes sur la plateforme) via un système de registres distribués « DLT ».

4) L'effort de formation des talents hongkongais sur les problématiques liées aux fintechs sera accentué. Il passera notamment par l'élaboration de programmes de formations, dont le *Industry Project Masters Network*. Celui-ci sera expérimenté à partir du mois de septembre prochain et offrira à des étudiants hongkongais la possibilité de réaliser un stage au cours duquel ils travailleront sur des projets fintechs en partenariat avec des banques locales.

5) Un nouveau groupe de coordination inter-agences pour la fintech sera créé par la HKMA, regroupant plusieurs acteurs clés du secteur afin de formuler des politiques de soutien à l'écosystème fintech de Hong Kong. En outre, la HKMA poursuivra les travaux préparatoires en vue du lancement du « *Hong Kong Growth Portfolio* », un fonds d'investissement public visant à renforcer le statut de Hong Kong en tant que centre financier, commercial et d'innovation à travers des investissements stratégiques.

Fintech : le bureau hongkongais des services financiers et du trésor a publié le 21 mai les conclusions de la consultation portant sur la mise en place d'un nouveau régime de licence pour les bourses d'actifs virtuels

La consultation, lancée en novembre 2020 avait pour objet de sonder les différents acteurs du secteur des actifs digitaux à propos de la mise en place d'une réforme réglementaire encadrant les bourses d'actifs virtuels « *virtual asset services providers* », notamment dans une optique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CTF).

La consultation a révélé un large soutien en faveur de l'introduction d'un régime légal pour les bourses d'échanges d'actifs virtuels à Hong Kong et du renforcement du système de lutte AML/CTF. Les répondants ont également exprimé leur soutien à l'idée de soumettre les candidats à un test d'aptitude et de probité et ils ont convenu que la SFC devrait être l'autorité réglementaire encadrant ce régime.

Le gouvernement hongkongais a par ailleurs déclaré que suite à la consultation réalisée, un projet d'amendement de l'ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme serait lancé, avec un examen au cours la session législative 2021-22.

Greater Bay Area : lancement de la plateforme « GoGBA » par le Hong Kong Trade Development Council (HKTDC)

HKTDC a lancé le 11 juin une nouvelle plateforme digitale « *GoGBA* » visant à aider les PME hongkongaises à accéder aux opportunités commerciales offertes par la *Greater Bay Area* (GBA). Différents services leur sont proposés à travers la plateforme, tels des outils de promotion et de formation, des sessions de networking, des outils de commerce digital ou encore des services de conseil. Un « mini programme » sur WeChat leur permettra également d'accéder à des mises-à-jour régulières concernant le contexte sanitaire. Un centre GBA a dans le même temps été inauguré au sein du bureau de HKTDC à Shenzhen avec le projet à terme de dupliquer ce centre au sein des 9 villes de la GBA.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Commerce extérieur : hausse continue des exportations en mai

[Selon les statistiques du ministère des Finances \(MOF\)](#), les exportations taïwanaises s'établissent à 170,3 Mds USD sur les cinq premiers mois 2021, en hausse de +30,2% en glissement annuel, notamment vers la Chine (72,5 Mds USD, soit +33,5%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (27,7 Mds USD, +33,5%), les Etats-Unis (24 Mds USD, +26,9%), l'Europe (14,4 Mds USD, +28,2%) et le Japon (11,2 Mds USD, +13,7%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île, avec un montant de 64,2 Mds USD, soit une hausse de +29,8% par rapport à la même période de l'année précédente; les autres secteurs de l'industrie taïwanaise progressent également, tels que les produits de télécommunication (23 Mds USD, +30,7%), les produits métallurgiques (13,3 Mds USD, +30,7%), les plastiques (12 Mds USD, +46,8%) et les machines (11 Mds USD, +25,9%). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (42,6% du total). Les importations qui représentent 143,6 Mds USD, augmentent de 26% par rapport à la même période de 2020 ; celles de produits électroniques (34,7 Mds USD, +31%) progressent, tout comme les produits minéraux (19,2 Mds USD, +19,2%), les machines et équipements (16,5 Mds USD, +30,2%), les produits chimiques (13,1 Mds USD, +18,4%) et les produits métallurgiques (10,4 Mds USD, +29,7%). La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taiwan (22,5% du total, +31,4%), suivie du Japon (15,2%, +19,4%), des pays d'ASEAN (12,4%, +22%), de l'Europe (12,3%, +28%) et des Etats-Unis (10,8%, +13,6%). Au final, l'excédent commercial de Taiwan progresse de 58,6% et atteint 26,7 Mds USD.

Réserves de change : la CBC a annoncé une progression au mois de mai

La banque centrale de Taiwan (CBC) a récemment annoncé que les [réserves de change avaient atteint 542,9 Mds USD fin mai, soit une augmentation 1,8 Mds USD par rapport au mois précédent](#). La CBC, attribuant cette progression à la bonne gestion des réserves en devises, a indiqué que par rapport au USD, la plupart des monnaies étrangères s'appréciaient au mois de mai, y compris la livre sterling (+2,82%), le yuan chinois (+1,74%) et l'euro (+1,72%), alors que le yen japonais se dépréciait (-0,2%). Le TWD s'est renforcé progressivement depuis l'année précédente, passant de 30,205 pour 1 USD en mars 2020, à 27,921 en mai 2021 (voire à 27,691 le 16 juin). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers atteignaient fin mai 715,4 Mds USD, représentant 132% du montant des réserves de change. Selon la CBC, Taiwan se place au cinquième rang mondial en termes de réserves de change, derrière la Chine, le Japon, la Suisse et l'Inde.

Commerce extérieur: reprise des négociations commerciales entre Taiwan et les Etats-Unis

M. John DENG, ministre sans portefeuille taïwanais en charge du commerce extérieur, et la représentante américaine au Commerce, Mme Katherine TAI, ont récemment tenu une réunion par visioconférence à l'issue de laquelle [les deux parties ont convenu de reprendre prochainement leurs négociations sur l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement \(Trade and Investment Framework Agreement, TIFA\) entre Taiwan et les Etats-Unis](#). En réponse aux journalistes, le négociateur en chef de l'île a indiqué que la prochaine édition de la réunion avec les Etats-Unis sur le TIFA, porterait sur les sujets dont un intérêt commun est partagé par les deux parties, tels que les chaînes d'approvisionnement mondiales, la protection environnementale (émission de carbone, par exemple), l'économie numérique, la propriété intellectuelle (protection des secrets commerciaux pour les

nouvelles technologies), etc. Pour rappel, suite à la signature du TIFA en 1994, Taïwan et les Etats-Unis avaient organisé dix sessions des négociations la dernière ayant eu lieu en octobre 2016. La réactivation du mécanisme TIFA va dans le sens souhaité par la présidente Tsai Ing-wen qui a fait de la signature d'un accord commercial avec les USA la priorité de sa deuxième mandature (2020-2024). Elle rappelle l'importance de Taïwan pour les USA notamment dans la mise en œuvre d'une politique de localisation sur le sol américain de capacités de production de semi-conducteurs de dernière génération dans un contexte réaffirmé par l'administration Biden de guerre commerciale avec la Chine.

Vélos électriques : les exportations dépassent celles des vélos classiques

[Selon les statistiques du ministère des Finances](#), sur les 5 premiers mois de l'année, la valeur des exportations de vélos électriques a atteint 550 M USD, en augmentation de 44,2% en glissement annuel. Les exportations de vélos traditionnels ont atteint quant à elles sur la même période une valeur de 530 M USD (+38%), avec les Etats-Unis comme premier débouché (39,3% du total). Cette poussée des exportations de vélos électriques s'expliquent par la prise de conscience environnementale et la montée des tensions sino-américaines, un nombre important de commandes ayant été reporté sur Taïwan : l'Europe est sur ce segment le plus gros client de l'île (67% des ventes). A noter, que la vente de composants pour vélos électriques sur cette période est également au beau fixe, avec une valeur de 1,74 Mds USD, en hausse de 65,2%, notamment vers le marché européen (53,6% du total) suivi par les Etats-Unis (14%) et les pays d'ASEAN (12%).

Télétravail : Acer et Asustek principaux bénéficiaires du travail en ligne

[Les deux marques taiwanaises](#) ont enregistré une hausse de leurs ventes, en mai 2021, boostées par la demande, notamment domestique, de Chromebook et d'ordinateurs pour jeux vidéo. Acer a ainsi enregistré une hausse de ses ventes de 22,9% en mai 2021 (24,8 Mds TWD) en glissement annuel et un léger fléchissement de -0,6% par rapport à avril 2021. Quant à Asus, il enregistre un bond de 40,36%, en mai 2021, en g.a. (38,5 Mds TWD) et 5,7% de hausse par rapport à avril 2021. Enfin, sur les cinq premiers mois de l'année 2021, Acer et Asus enregistrent respectivement une progression de 36,6% (121 Mds TWD) et de 66,1% (183 Mds TWD) de leur chiffre d'affaires.

Retour au sommaire (ici)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Haowei Hu, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtrésor.gouv.fr